
Le 20-05-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Par Jacques Nikonoff, président du Parti de la démondialisation

Le 21 mai 2018.



Il y a quelque chose de doublement historique dans l'appel à manifester partout en France le 26 mai. D'une part, pour la première fois, la confédération CGT a accepté de participer à une réunion avec des partis politiques, des associations et d'autres organisations syndicales pour préparer une mobilisation nationale commune liée à des revendications sociales habituellement considérées comme « *chasse-gardée* » du mouvement syndical. Il s'agit d'organiser des manifestations partout en France, le 26 mai, « *une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité* ». D'autre part, ce 26 mai sera presque jour pour jour le treizième anniversaire de la victoire du NON au référendum du 29 mai 2005 sur la constitution européenne.

Cette initiative du 26 mai 2018 est potentiellement historique, car elle permettra peut-être d'avancer dans la résolution des questions sociales et politiques qui ne l'avaient pas été en 2005 après le référendum et les années suivantes. Car la magnifique victoire du NON au référendum (55 % contre 45 %) n'avait eu aucune suite positive du côté des vainqueurs qui s'étaient éparpillés au moment de la présidentielle 2007, tandis que les vaincus prenaient une revanche magistrale en éliminant, en douceur, la démocratie dans notre pays.

Rappelons en effet la signification du résultat du référendum et ses conséquences. C'est le rejet, par le corps électoral, de la constitutionnalisation de l'intégration européenne avec tous ses traités néolibéraux (c'est-à-dire l'insertion du traité néolibéral de Lisbonne dans le titre XV de la Constitution française). C'était donc la constitutionnalisation du néolibéralisme, idéologie politico-économique faite pour anesthésier la population afin de permettre une domination totale du capital sur la société.

C'est ainsi que le 4 février 2008, les parlementaires réunis en Congrès à Versailles, à une très forte majorité, constitutionnalisèrent les traités néolibéraux européens en ratifiant le traité de Lisbonne qui reprend l'essentiel du traité constitutionnel européen. Ils contredisaient ainsi, pour la première fois en France, le vote du peuple souverain. Les parlementaires renversèrent en douceur le régime et ses fondements, finirent de dissoudre la souveraineté de la nation qui seule fondait pourtant la légitimité de leur pouvoir. Ils s'établirent ainsi, indûment, illégalement et illégitimement en pouvoir constituant plein et entier, comme s'ils détenaient la souveraineté et non plus la représentaient. Ce fut, sans violence et sans proclamation officielle d'aucune sorte, en contrebande, un coup d'État parlementaire caractérisé et manifeste. Peu de forces politiques, syndicales, associatives, ou des intellectuels ont pris l'exacte mesure de ce tremblement de terre qui n'a pas jusqu'ici suscité la riposte qu'il méritait.

La suite confirma que le processus de la « *construction européenne* », contrairement à une opinion largement répandue selon laquelle son principal défaut serait un « *déficit démocratique* », était en réalité, structurellement, une entreprise radicalement incompatible avec la démocratie. Pour ne prendre que quelques exemples, on assista au remplacement, en 2011, de chefs de gouvernement élus par des technocrates européistes non élus en Grèce et en Italie ; puis les mémorandums européens et la Troïka (Commission, Banque centrale européenne et FMI) envoyée en Grèce pour contredire sur place la volonté populaire sortie des urnes en 2015, etc. Le président luxembourgeois de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, l'avoua sans détour lors d'un entretien au *Figaro* du 28 janvier 2015 faisant suite aux élections grecques : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratiques contre les traités européens* »...

Le mouvement du 26 mai 2018 qui, nous l'espérons, aura des suites sociales et politiques bénéfiques pour le peuple, osera-t-il briser les tabous ? Aura-t-il la force morale et intellectuelle de s'attaquer à la racine des problèmes ? En tout cas, le Parti de la démondialisation participe pleinement à ce processus et appelle à faire du 26 mai un immense succès.

Où en sommes-nous ?

Nous sommes actuellement dans une situation d'équilibre du rapport des forces entre le gouvernement et les syndicats, pas seulement à propos du conflit majeur qu'est celui de la SNCF, mais aussi ceux concernant les trois fonctions publiques (État, hospitalière et territoriale), Air France, les EHPAD, les chômeurs, les étudiants, EDF... Le gouvernement, malgré la multiplication des offensives qu'il développe et la mobilisation hystérique de la propagande des grands médias, n'est pas parvenu à diviser radicalement et massivement la société entre ceux qui sont pour la grève à la SNCF et ceux qui sont contre. Les syndicats, de leur côté, ne sont pas encore parvenus, contrairement au mouvement de 1995, à faire franchement basculer l'opinion publique en leur faveur. Il faut donc que quelque chose se passe pour élargir le soutien de la population aux grévistes, et augmenter dans le même temps le nombre de grévistes. Comment y parvenir ? Plusieurs pistes doivent être

1.- Dénoncer l'illégitimité du Président de la République

Monsieur Macron, son gouvernement et les grands médias à leur service, expliquent quotidiennement que le Président de la République est dans son bon droit puisqu'il « *applique son programme* » car « *il fait ce qu'il dit* ». L'argument possède l'apparence de la simplicité et du bon sens. Trop de citoyens se laissent prendre à ce bobard, jugeant par symétrie que les syndicats ne respecteraient pas le choix majoritaire qui s'est exprimé lors des élections présidentielle et législatives de 2017. Dégonflons cette baudruche ! Car Monsieur Macron n'a aucun titre ni légitimité à appliquer son programme ni à faire ce qu'il a dit pendant sa campagne électorale. Plus encore, M. Macron commet un attentat contre la démocratie en prétendant vouloir appliquer son programme. Car en procédant de la sorte, il ne respecte pas le résultat de l'élection présidentielle et des élections législatives, ni l'esprit du cadre constitutionnel et institutionnel actuel.

Comprenons bien que c'est seulement lors du premier tour de l'élection présidentielle que les candidats défendent leur programme. Les citoyens qui votent pour eux votent par conséquent pour leur programme. Quel a été le soutien au programme de M. Macron ? Il a été de 8,7 millions d'électeurs sur 47,6 millions d'inscrits, soit 18,19 %. Nous sommes très loin d'un choix majoritaire, le programme de M. Macron ne bénéficie que d'un faible soutien dans la population. La légitimité n'est donc pas du côté de M. Macron qui veut appliquer un programme très minoritaire, mais du côté des 80 % qui n'ont pas voté pour ce programme et qui n'en veulent pas.

On nous dit alors que ce n'est pas le premier tour qu'il faut regarder, mais le second. Erreur grossière ! Car au second tour les deux candidats restant en présence, pour gagner l'élection, doivent convaincre des électeurs qui n'ont pas voté pour eux au premier tour de le faire au second. Comment y parvenir ? En intégrant à leur programme des éléments du programme des autres candidats. Cela signifie normalement que le programme du vainqueur du second tour ne peut plus être le même que celui qu'il avait au premier tour. Cela signifie également qu'un gouvernement représentatif des forces qui ont voté pour le vainqueur soit nommé. Tel est l'esprit des institutions. Est-ce ainsi que les choses se sont passées en 2017 ? Absolument pas, et c'est en cela que M. Macron a attenté à la démocratie. D'ailleurs, M. Macron (et par conséquent son programme) n'a obtenu que 20,7 millions de voix, soit 43,61 % des inscrits. Une nouvelle fois M. Macron est minoritaire, et ceux qui ne veulent pas de son programme sont majoritaires.

Le candidat Macron, au second tour de la présidentielle, n'a d'ailleurs même pas eu besoin de négocier ses soutiens, ils lui sont tombés tout cuit dans le bec ! Grâce à Mme Le Pen qui, une nouvelle fois, après son père, a fait le travail que l'on attendait d'elle. Diabolisée, érigée en épouvantail, elle a joué le rabatteur de voix pour M. Macron. Et c'est ainsi que deux nouvelles catégories d'électeurs de M. Macron sont apparues : les électeurs déclarés et les électeurs par défaut. Les électeurs déclarés sont ceux qui, après avoir voté pour un autre candidat au premier tour, ont annoncé publiquement qu'ils voteront pour M. Macron au second. On trouve dans cette catégorie, à droite, Les Républicains Jean-François Copé, Christian Estrosi, François Fillon, Alain Juppé, Valérie Pécresse, Jean-Pierre Raffarin, Nicolas Sarkozy, Eric Woerth... Sur le plan syndical on trouve l'UNSA et la CFDT. À gauche, en plus de la longue cohorte de ceux qui ont voté pour M. Macron dès le premier tour (beaucoup de PS et quelques PCF), il y a Benoît Hamon, François Hollande, Manuel Valls...

Ceux qui ont voté par défaut pour M. Macron annonçaient qu'ils voteraient « *contre Mme Le Pen* ». Le résultat a pourtant été exactement le même que dans le premier cas puisqu'il s'est traduit, dans les urnes, par un bulletin Macron... Ils sont, à droite : Laurent Wauquiez, Nadine Morano... et à gauche Pierre Laurent et le PCF, la CGT, la FSU, Solidaires, Jean-Luc Mélenchon, au motif qu'il fallait faire « *barrage* » à une menace fasciste ou d'extrême droite parfaitement imaginaire !

En fait, le deuxième tour de la présidentielle, comme depuis quelques décennies, exprimait essentiellement

non pas un soutien au candidat (M. Macron) mais un rejet du FN. Cela ne fait pas un programme. Si le Président la République a été élu légalement – apparemment – son score et les conditions de son élection ne lui donnent qu'une légitimité douteuse. Le piège et le pilonnage organisés depuis des années autour du « *Front républicain* » (Mitterrand) continue de fonctionner et semble encore avoir de beaux jours devant lui. Pourtant, le seul moyen politique d'y mettre un terme, l'arme de destruction massive de ce verrouillage du système politique français, est le boycott du deuxième tour de l'élection présidentielle lorsque le corps électoral est placé devant un tel non-choix.

Quant aux élections législatives qui ont suivi, elles n'ont fait qu'affaiblir encore un peu plus la légitimité de M. Macron. Au premier tour, là encore le seul qui vaille pour exprimer son soutien à un candidat, une liste, ou un programme, les scores du parti présidentiel ont été particulièrement modestes. La République En Marche (LREM) a obtenu 6,4 millions de voix sur 47,6 millions d'inscrits, soit 13,44 %. Ce n'est que par la magie d'un mode électoral mafieux, que le plomb s'est transformé en or, puisqu'après le deuxième tour LREM se retrouve avec 53,89 % des sièges (311 sur 577) !

Il faut faire comprendre ce raisonnement au plus grand nombre, c'est un facteur à ne pas négliger pour débloquer la situation. On comprend très bien la gêne de beaucoup des organisations signataires de l'appel du 26 mai puisqu'elles ont voté Macron au deuxième tour de la présidentielle, et aussi pour les candidats du parti présidentiel lorsqu'ils étaient opposés en duel à un candidat FN au second tour des législatives. Certes, ce n'était pas un soutien au représentant de l'oligarchie. Mais si M. Macron a été élu, ces organisations y ont contribué... On ne peut pas dire que cette attitude facilite la clarté du débat politique.

2.- Élargir la mobilisation à toutes les victimes du néolibéralisme et éviter la récupération du mouvement par la gauche et l'extrême gauche

La politique du gouvernement contre tous les statuts, tout ce qui est social et public, vise à détruire notre modèle social. Ce dernier ne se limite pas à la situation des fonctionnaires ou des salariés du secteur public, mais il porte une conception de la République qui garantit à l'usager le même traitement et l'égalité du service rendu. C'est cela qui est en jeu et qui justifie l'alliance, dans l'action, entre les salariés et les usagers.

Toutes les catégories sociales affectées par les politiques néolibérales ont de bons motifs pour entrer en lutte. Toutefois, un raisonnement obsolète pourrait conduire certains à considérer que ces catégories, victimes du néolibéralisme, traduisent leur mécontentement par un soutien, y compris électoral, à la gauche. Et qu'il faut donc s'adresser aux seuls électeurs de gauche. Ce serait une erreur fatale. Des millions de citoyens, appartenant aux classes populaires, ont fui la gauche depuis bien longtemps. Et à juste titre puisque la gauche au pouvoir a pratiqué le néolibéralisme comme la droite. Ces citoyens se retrouvent principalement dans l'abstention et aussi dans le vote FN. La coalition qui est en train de se former pour le 26 mai doit intégrer cet aspect. Pour gagner, il faut faire alliance sur le terrain, dans les luttes, dans les grèves, les manifestations, avec ceux qui ne sont pas dans l'électorat de la France Insoumise, de Benoît Hamon, du PS, des Verts, du PCF, de l'extrême gauche... Le pire serait que le mouvement du 26 mai apparaisse comme une tentative de recomposition de la gauche. Ce serait l'échec assuré. Malheureusement, l'attitude de certaines forces politiques suscite des doutes.

Le refus, par la CGT et le NPA, d'accepter la signature du Parti de la démondialisation à l'appel du 26 mai, est un très mauvais signal. Faut-il, pour participer aux manifestations du 26 mai, se réclamer exclusivement de la « *gauche* » ? Faut-il obligatoirement être favorable au maintien de la France dans l'euro et l'Union européenne ? Faut-il être contre la souveraineté de la France comme semble le dire la réponse de la CGT au Pardem ? Est-il totalement incompatible d'être à la fois favorable à l'indépendance de la France et de soutenir les salariés de la SNCF, d'Air France, etc. ? D'ailleurs, à la SNCF ou à Air France, faut-il être obligatoirement « *de gauche* » et favorable à l'Union européenne pour être admis à faire grève ?

Ces précisions étant apportées, on ne peut pas non plus soutenir la position des confédérations CFDT et FO qui ont annoncé qu'elles ne participeraient pas aux manifestations du 26 mai. « *Il n'y a aucune chance de voir [la CFDT] dans un défilé qui a une connotation politique - et je ne juge pas le contenu de ce défilé, ce n'est pas mon problème -* », a affirmé Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT. Pour Pascal Pavageau, numéro un de Force ouvrière : « *C'est une manifestation d'ordre politique, nous n'avons pas à nous en mêler et nous ne nous en mêlerons pas* ». L'un et l'autre font semblant de ne pas comprendre que les majorités politiques, en France, et les chefs d'État et de gouvernement, ne font qu'appliquer les orientations fixées dans les traités néolibéraux européens. Comment l'action syndicale pourrait-elle l'ignorer en refusant de placer son action dans un cadre politique évident, politique ne signifiant en aucun cas partisan. La CFDT, d'ailleurs, n'avait pas ces pudeurs de vierge quand elle a appelé franchement à voter Macron.

3.- Obtenir des chefs de parti, particulièrement de M. Mélenchon et de M. Besancenot, qu'ils s'abstiennent de manifester afin de ne pas alimenter le piège des médias

Ne donnons pas au pouvoir des bâtons pour nous faire battre ! La tactique de M. Macron est parfaitement lisible et connue. Il cible « *deux extrêmes* » opposés qu'il fait apparaître comme des épouvantails (ce n'est parfois pas très difficile...) : Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Le Président, se plaçant au centre, peut alors apparaître comme le point fixe, la référence et l'incarnation paisible des institutions. Il personnalise sur eux. Et eux personnalisent sur lui comme on le voit avec les slogans qui n'évoquent que Monsieur Macron et jamais la néolibéralisme et l'Union européenne. Pourtant M. Macron suit la même politique que M. Hollande, que M. Sarkozy, que M. Chirac et M. Jospin son Premier ministre. Cessons ce petit jeu ! Bien sûr la responsabilité de M. Macron est engagée dans l'offensive néolibérale actuelle. Mais il n'est que l'agent d'un système, celui de l'Union européenne. C'est ce système qu'il faut mettre en cause et qui est aujourd'hui le grand absent de ces mobilisations.

Mettons en avant la responsabilité du néolibéralisme et de l'Union européenne ! Dans l'appel à manifester le 26 mai il est écrit « *Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer que coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française* ». Et l'Union européenne ? N'est-ce pas elle, entre autres, au nom du néolibéralisme du traité de Lisbonne, qui a incité depuis le début à la mise en concurrence de la SNCF et à sa privatisation ? Les grands médias ciblent actuellement la CGT en qui ils voient l'adversaire principal. Le contenu des éditoriaux dans la presse audiovisuelle comme dans la presse écrite sont significatifs : « *Le grand retour en arrière de la CGT* », ou encore « *La CGT renoue avec la politisation de l'action syndicale* », etc.

Parallèlement, les médias insistent lourdement en créditant Jean-Luc Mélenchon et l'extrême gauche des mobilisations actuelles. C'est le meilleur moyen de les faire capoter et d'affaiblir la CGT. Jean-Luc Mélenchon n'y a aucun intérêt, car il en porterait alors une part de responsabilité. Sa carrure de candidat à l'élection présidentielle de 2022 en serait affectée. Pour ne pas affaiblir la mobilisation, il devrait, comme Olivier Besancenot, dont la présence dans les grands médias est inversement proportionnelle à son poids électoral, adopter une attitude de modération et de discrétion. Ils n'auraient pas dû être présents à la conférence de presse du 18 mai au siège de la CGT, alors que Philippe Martinez, lui, aurait dû annuler tous ses rendez-vous pour être là. Les Français, par le biais des images de la télévision, ne doivent pas avoir l'impression que la manifestation parisienne du 26 mai a été l'œuvre de Jean-Luc Mélenchon et d'Olivier Besancenot. Or c'est exactement ce que les médias tentent de réaliser. Leur seule présence va attirer les journalistes comme le miel attire les guêpes. À eux de faire preuve d'esprit de sacrifice en ne faisant pas ce cadeau au système. Dans le cas contraire, Jean-Luc Mélenchon et d'Olivier Besancenot auront collaboré explicitement avec les grands médias pour récupérer les fruits de cette mobilisation. Aucun gréviste, aucun manifestant ne doit être pris en otage !

4.- Lancer des comités citoyens pour la promotion des biens communs

Une multitude de comités citoyens existent à l'échelle locale et nationale, pour la défense des services publics. Ils font un travail admirable. Mais ils souffrent de leur dispersion. Pourquoi ne pas créer, en s'ajoutant à eux, des « *métas* » comités citoyens qui auraient pour objet la promotion de tous les services publics ? Ils seraient le creuset de l'alliance entre les salariés des administrations et services publics et les usagers. On lit, ici ou là, que la préparation du 26 mai a créé une « *unité historique* », que c'était « *la première fois depuis des décennies* »... C'est inexact. La dernière fois que la CGT a participé à un large rassemblement, y compris avec des partis politiques, ce fut pour mener la campagne du NON au référendum de 2005. La direction de la CGT (Bernard Thibault et Jean-Christophe Le Duigou) était pour le OUI, mais la majorité des membres du Comité confédéral national a opté pour le NON. À l'époque nous avons été, avec l'association Attac, la cheville ouvrière des comités pour le NON. Sans ambition politique, ne roulant pour personne, nous avons gagné notre indépendance vis-à-vis de membres fondateurs de l'association majoritairement favorables au OUI ou à l'inertie d'Attac (syndicats, associations diverses...). Avec Attac, nous avons joué un rôle majeur de coagulation de forces très variées qui a permis la victoire. Est-il encore possible de redresser la barre et de revenir vers ce qui constitue sans aucun doute un modèle ?

Au total, les manifestations du 26 mai doivent être l'événement qui fait basculer le rapport des forces en faveur du peuple. Elles doivent être une réussite sur le plan quantitatif et sur le plan qualitatif. Sur le plan quantitatif, il faut, en effet, une « *marée humaine* » et non simplement la mobilisation des sympathisants de gauche. Si Olivier Besancenot et Jean-Luc Mélenchon sont trop visibles, c'est ce qu'il se produira, beaucoup ne viendront pas ou ne viendront plus car ils auront l'impression d'être enrôlés. Sur le plan qualitatif, il faut des défilés calmes mais combatifs, sans récupération politique, qui mettent au premier plan les organisations syndicales. Il faudra aussi que le 26 mai ait une suite notamment par le lancement de comités citoyens locaux. Car le combat ne s'arrêtera pas le 26 mai au soir.

Partout en France, participons en masse aux manifestations, exprimons notre rejet de Macron, de l'Union européenne et du néolibéralisme !

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire